

FOCUS sur les associations

L'association et la désignation du CAC :
le saviez-vous ?

Intervenants



Vincent HAMOU

Vice-président délégué
de la CRCC de Paris



Karim BANGOURA

Expert-comptable,
président du comité
Associations de l'OEC
Île-de-France

Attestation CAC120



- **48 heures après chaque formation**, vous recevrez un email vous invitant à vous connecter sur le site "[Attestation CAC120](#)" et à vous identifier.
- **Répondez au questionnaire** de satisfaction et d'évaluation des connaissances dans un délai de 10 jours pour recevoir votre attestation.
- Pour obtenir l'attestation, il est essentiel d'avoir **suivi l'intégralité du webinaire**
- Pour toute question concernant une attestation, envoyez un e-mail à notre service formation : service.formation@crcc-paris.fr

Sommaire

01

Les seuils

02

Actualité sur les seuils et les nominations

03

L'acceptation du mandat

Les seuils

Le secteur associatif: combien d'entités à certifier sur l'IDF?



• **Entre 227 000 et 243 000 associations actives** en Ile de France

Associations employeuses IDF : 26 490

- 47,3% ont moins de 3 salariés
- 1298 ont plus de 50 salariés
- 332 120 salariés (6,4% du secteur privé)
- 10,9 Milliards € de masse salariale

Répartition des effectifs salariés par secteur :

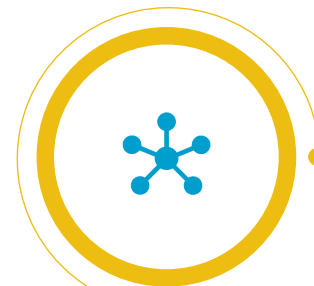
- Enseignement: 13,5% Sports : 7,7%
- Santé : 11,6% Social : 36,6%



• Contrôle par un commissaire aux comptes : **certaines passent encore entre les mailles**

Objectifs des contrôles :

- Transparence financière
- Bonnes gestions des fonds
- Respect des obligations légales



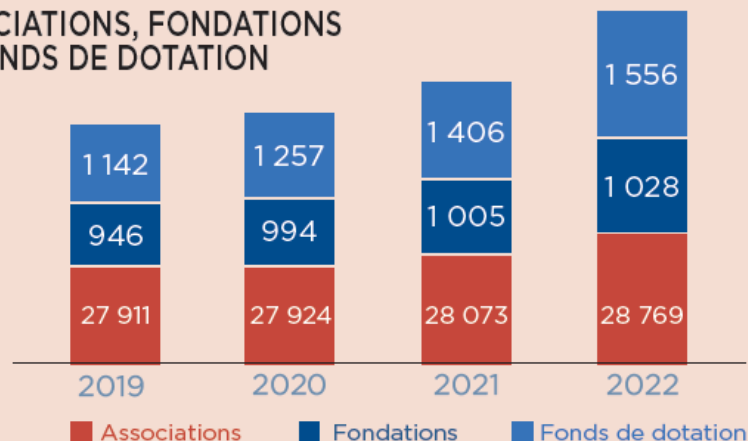
• Les **structures** concernées sont **nombreuses** :

- Associations recevant des dons, legs et subventions publiques
- ARUP, FRUP
- Associations culturelles
- Centres de formation
- Fonds de dotation
- Entités gestionnaires de Centres de santé...

Le secteur associatif: les entités contrôlées au national

Focus

ASSOCIATIONS, FONDATIONS ET FONDS DE DOTATION



Le nombre de mandats dans les associations, fondations et fonds de dotation **continue de croître d'année en année.**

Près de **2 CAC sur 3** sont signataires d'au moins un mandat dans les associations.



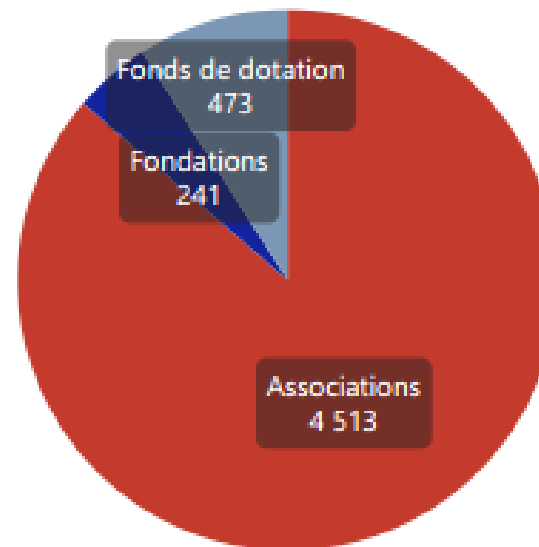
On compte **1 242 mandats** dans des associations faisant appel à la générosité du public (AGP).

Source : baromètre annuel 2025 de la CNCC

Le secteur associatif: les entités contrôlées (CRCC de Paris)

Focus Associations, fondations et fonds de dotation

35 096 mandats



55 %

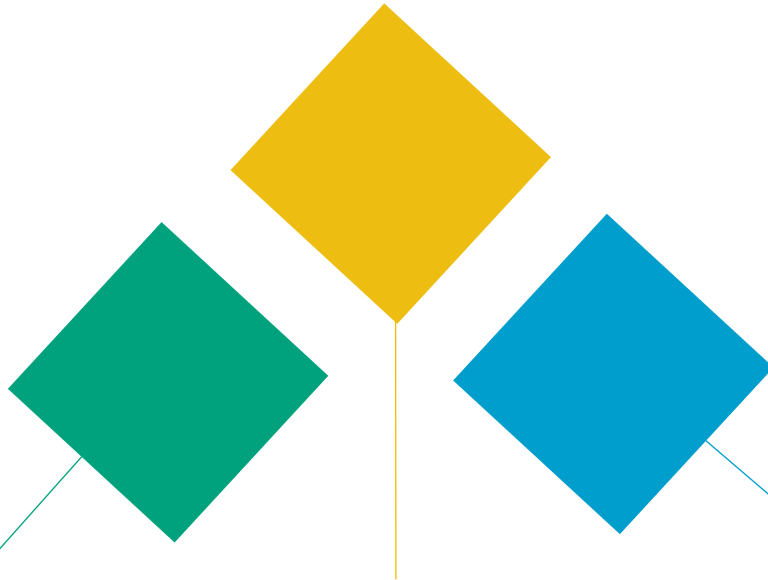
des signataires ont au moins un mandat dans les associations

424

mandats dans des associations faisant appel à la générosité du public (AGP)

Source : baromètre régional 2023 de la CNCC

Les seuils de nomination - Tableau CNCC



Exhaustif

Il couvre toutes les entités sur près de 29 pages

Actualisation

Le tableau est régulièrement mis à jour

Instructif

Tous les rappels aux textes sont indiqués

TABLEAU DES PRINCIPAUX CAS DE NOMINATION OBLIGATOIRE
D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES
(Mission de contrôle légal des comptes)

Entités	Textes applicables	Organes compétents (en cours de vie sociale)	
Associations culturelles ^{2 3}	Art. 19-3 et 21 de la loi du 9 décembre 1905. Art. 6 du décret n° 2021-1844 du 27 décembre 2021.	Assemblée générale (Art. 19 de la loi du 9 décembre 1905)	Obligation lorsque le ressource dépasse
Associations organisant l'exercice public d'un culte ⁵	Art. 4-1 de la loi du 2 janvier 1907. Art. 4 du décret n° 2021-1789 du 23 décembre 2021.	Assemblée générale (3 ^{ème} alinéa de l'art. 19 de la loi du 9 décembre 1905 sur renvoi de l'art. 4 de la loi du 2 janvier 1907)	Obligation <ul style="list-style-type: none">- Elles de certifica attestat contri d'impôt et 238 l- Le mon reçues- Le bud

**TABLEAU DES PRINCIPAUX CAS DE NOMINATION OBLIGATOIRE
D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES
(Mission de contrôle légal des comptes)**

Entités	Textes applicables	Organes compétents (en cours de vie sociale)	Observations	Suppléant obligatoire même si le CAC titulaire est une société pluripersonnelle ¹
Associations culturelles^{2 3}	Art. 19-3 et 21 de la loi du 9 décembre 1905. Art. 6 du décret n° 2021-1844 du 27 décembre 2021.	Assemblée générale (Art. 19 de la loi du 9 décembre 1905)	Obligation de certification des comptes lorsque le montant total des avantages et ressources provenant de l'étranger dépasse le seuil de 50 000 euros ⁴	NON
Associations organisant l'exercice public d'un culte⁵	Art. 4-1 de la loi du 2 janvier 1907. Art. 4 du décret n° 2021-1789 du 23 décembre 2021.	Assemblée générale (3 ^{ème} alinéa de l'art. 19 de la loi du 9 décembre 1905 sur renvoi de l'art. 4 de la loi du 2 janvier 1907)	Obligation de certification des comptes lorsque : <ul style="list-style-type: none">- Elles délivrent des documents tels que certificats, reçus, états, factures ou attestations permettant à un contribuable d'obtenir une réduction d'impôt en application des articles 200 et 238 bis du code général des impôts- Le montant des subventions publiques reçues annuellement dépasse 23 000 €- Le budget annuel dépasse 100 000 €⁶	NON

¹ Voir EJ 2017-04, Bull CNCC n°186, juin 2017, p. 324.

² Les associations inscrites à objet culturel des départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et de Moselle ont l'obligation de certifier leurs comptes en application de l'article 79-X du code civil local lorsque le montant total des avantages et ressources dépasse le seuil de 50 000 euros (Art. 13 du décret n° 2022-619 du 22 avril 2022).

³ Les fiducies et personnes morales de droit français mentionnées aux 2^o à 5^o du II de l'article 19-3 de la loi du 9 décembre 1905, ayant servi d'intermédiaires pour permettre aux associations de bénéficier de financement provenant de l'étranger, sont tenues de faire certifier leurs comptes dès lors qu'elles bénéficient d'avantages et de ressources dont le total annuel des montants et des valorisations dépasse 15 300 euros (Art. 14 du décret n° 2022-619 du 22 avril 2022).

⁴ Lorsque les associations culturelles, constituées avant le 26 août 2021, ont bénéficié, au cours de l'exercice comptable considéré, d'avantages ou de ressources provenant de l'étranger, elles assurent la certification de leurs comptes au plus tard le 1^{er} janvier suivant le premier exercice comptable complet suivant l'entrée en vigueur du décret n° 2021-1844 soit le 1^{er} janvier 2023.

⁵ Sur renvoi de l'Art. 4 dernier alinéa de la loi du 2 janvier 1907, les fiducies et personnes morales de droit français mentionnées aux 2^o à 5^o du II de l'Art. 19-3 de la loi du 9 décembre 1905, ayant servi d'intermédiaires pour permettre aux associations de bénéficier de financement provenant de l'étranger, sont tenues de faire certifier leurs comptes dès lors qu'elles bénéficient d'avantages et de ressources dont le total annuel des montants et des valorisations dépasse 15 300 euros (Art. 14 du décret n° 2022-619 du 22 avril 2022).

⁶ Applicable aux associations organisant l'exercice d'un culte, constituées avant le 26 août 2021, au plus tard le 1^{er} janvier suivant le premier exercice comptable complet suivant l'entrée en vigueur du décret n° 2021-1789 du 23 décembre 2021 soit le 1^{er} janvier 2023.

Entités	Textes applicables	Organes compétents (en cours de vie sociale)	Observations	Suppléant obligatoire même si le CAC titulaire est une société pluripersonnelle ¹
Associations émettant des obligations	Art. L. 612-1 C. com. sur renvoi art. L. 213-15 C. mon. et fin.	Assemblée générale ordinaire ou organe exerçant une fonction analogue (Art. L. 821-40 C. com.)	Obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes titulaire sans condition de seuils	NON
Associations recevant des dons ouvrant droit au bénéfice du donateur à déduction fiscale	Art. L. 612-4 C. com. sur renvoi art. 4-1, al. 2 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 et art. 1 ^{er} du décret n° 2007-644 du 30 avril 2007.	Assemblée générale ordinaire ou organe exerçant une fonction analogue (Art. L. 821-40 C. com.)	Obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes titulaire lorsque le montant annuel des dons reçus excède 153 000 euros ⁷	NON
Associations habilitées à consentir des prêts pour la création et le développement d'entreprises par des chômeurs ou titulaires des minima sociaux	Art. R. 518-60 3° C. mon. et fin.	Assemblée générale ordinaire ou organe exerçant une fonction analogue (Art. L. 821-40 C. com.)	Obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes titulaire sans condition de seuils	NON
Associations « PERP »	Art. R.144-9 C. assur.	Assemblée générale ordinaire ou organe exerçant une fonction analogue (Art. L. 821-40 C. com.)	Obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes titulaire et un suppléant sans condition de seuils	OUI
Associations recevant des subventions publiques	Art. L. 612-4 C. com. Art. D. 612-5 C. com.	Assemblée générale ordinaire ou organe exerçant une fonction analogue (Art. L. 821-40 C. com.)	Obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes titulaire lorsque montant subventions publiques annuelles supérieur à 153 000 euros ⁸	NON

⁷ La nomination du commissaire aux comptes doit intervenir l'année où le montant des dons excède 153 000 € (Bull. CNCC n° 144, p. 699 ; « Guide du commissaire aux comptes dans les associations, fondations et autres organismes sans but lucratif », édition CNCC, janv. 2016, p. 113, 3.1.3.1.2.)

Faute de disposition dérogatoire au principe général selon lequel lorsque les seuils ne sont plus dépassés le mandat du commissaire aux comptes court jusqu'à l'expiration de la période de 6 exercices, le commissaire aux comptes de l'association reste en fonctions jusqu'à l'expiration des 6 exercices pour lesquels il a été désigné (Bull. CNCC n° 91, p. 316 et v. réponse de la Chancellerie Bull. CNCC n° 155, p. 490). Dès lors que le montant des dons perçus par une association ou une fondation ouvrant droit à une réduction d'impôt sur le revenu ou à une réduction d'impôt sur les sociétés est supérieur à 153 000 euros, l'association bénéficiaire doit nommer un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant, peu important que le reçu fiscal soit matériellement émis ou non ; ce qui compte dans la détermination du montant de 153 000 euros de dons ouvrant droit au bénéfice du donateur à avantage fiscal, c'est que le don ouvre droit par nature à une réduction d'impôt quand bien même le donateur ne serait pas imposable ou n'aurait pas demandé la délivrance d'un reçu fiscal (Bulletin CNCC, n° 158 p. 416).

⁸ La nomination du commissaire aux comptes doit intervenir l'année où ladite subvention a été accordée (« Guide du commissaire aux comptes dans les associations, fondations et autres organismes sans but lucratif », édition CNCC, janv. 2016, p. 113, 3.1.3.1.2. ; Bull. CNCC n° 91 p. 316 et 95 p. 583). Il convient de tenir compte de toutes les subventions perçues (sur la notion de subventions, voir Bull. CNCC n° 140, p. 551 ; n° 148, 608 et n° 158, juin 2010, p. 418) (sur la notion d'« autorité administrative » de l'Art. L. 612-4 C. com., voir Bull. CNCC n° 141, p. 143 ; n° 144, p. 701 ; n° 145, p. 147 ; n° 149, p. 116 et n° 150, p. 296). Voir également le guide CNCC « Guide du commissaire aux comptes dans les associations, fondations et autres organismes à but non lucratif », janvier 2016, p. 109, n°3.1.2.5.

Faute de disposition dérogatoire au principe général selon lequel lorsque les seuils ne sont plus dépassés le mandat du commissaire aux comptes court jusqu'à l'expiration de la période de 6 exercices, le commissaire aux comptes de l'association reste en fonctions jusqu'à l'expiration des 6 exercices pour lesquels il a été désigné (Bull. CNCC n° 91, p. 316 et voir réponse de la Chancellerie Bull. CNCC n° 155 p. 490).

Entités	Textes applicables	Organes compétents (en cours de vie sociale)	Observations	Suppléant obligatoire même si le CAC titulaire est une société pluripersonnelle ¹
Centres de formation d'apprentis (dont la comptabilité n'est pas tenue par un comptable public) et sections d'apprentissage	Art. L. 6352-8 C. trav. Art. R. 6352-19 C. trav.	Assemblée générale ordinaire ou organe exerçant une fonction analogue (Art. L. 821-40 C. com.)	Obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes titulaire et un suppléant quand franchissement à la fin de l'année civile ou à la clôture de l'exercice de deux des trois suivants : - Effectif : 3 - CA HT ou ressources : 153 000 € - Bilan : 230 000 €	OUI
Centres de santé	Pas d'obligation - Voir « Gestionnaires de centres de santé » pour les obligations des gestionnaires.			

Entités	Textes applicables	Organes compétents (en cours de vie sociale)	Observations	Suppléant obligatoire même si le CAC titulaire est une société pluripersonnelle ¹
Fondations recevant des dons ouvrant droit au bénéfice du donateur à déduction fiscale	Art. L. 612-4 C. com. sur renvoi Art. 4-1, al. 2 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 et Art. 1 ^{er} du décret n° 2007-644 du 30 avril 2007.	Assemblée générale ordinaire ou organe exerçant une fonction analogue (Art. L. 821-40 C. com.)	Obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes titulaire lorsque le montant annuel des dons reçus excède 153 000 euros ¹⁴	NON
Fondations de coopération scientifique	Voir « Fondation reconnue d'utilité publique »			
Fondations d'entreprise	Art. 19-9 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987	Conseil d'administration	Obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes titulaire sans condition de seuils	NON
Fondations hospitalières	Voir « Fondation reconnue d'utilité publique »			
Fondations partenariales	Voir « Fondation d'entreprise »			
Fondations reconnues d'utilité publique	Art. 5 II de la loi n° 87-571, 23 juill. 1987 sur renvoi de l'art. 18.	Selon le cas, conseil d'administration ou conseil de surveillance sur proposition du directoire (Art. 7 des statuts types)	Obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes titulaire sans condition de seuils	NON

¹⁴ La nomination du commissaire aux comptes doit intervenir l'année où le montant des dons excède 153 000 € (Bull. CNCC n° 144, p. 699 ; « Guide du commissaire aux comptes dans les associations, fondations et autres organismes sans but lucratif », édition CNCC, janv. 2016, p. 113, 3.1.3.1.2.)

Faute de disposition dérogatoire au principe général selon lequel lorsque les seuils ne sont plus dépassés le mandat du commissaire aux comptes court jusqu'à l'expiration de la période de 6 exercices, le commissaire aux comptes de l'association reste en fonctions jusqu'à l'expiration des 6 exercices pour lesquels il a été désigné (Bull. CNCC n° 91, p. 316 et v. réponse de la Chancellerie Bull. CNCC n° 155, p. 490). Dès lors que le montant des dons perçus par une association ou une fondation ouvrant droit à une réduction d'impôt sur le revenu ou à une réduction d'impôt sur les sociétés est supérieur à 153 000 euros, l'association bénéficiaire doit nommer un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant, peu important que le reçu fiscal soit matériellement émis ou non ; ce qui compte dans la détermination du montant de 153 000 euros de dons ouvrant droit au bénéfice du donateur à avantage fiscal, c'est que le don ouvre droit par nature à une réduction d'impôt quand bien même le donateur ne serait pas imposable ou n'aurait pas demandé la délivrance d'un reçu fiscal (Bulletin CNCC, n° 158 p. 416).

Entités	Textes applicables	Organes compétents (en cours de vie sociale)	Observations	Suppléant obligatoire même si le CAC titulaire est une société pluripersonnelle ¹
Fondations reconnues d'utilité publique habilitées à faire certains prêts	Art. R. 518-60 C. mon. et fin.	Assemblée générale ordinaire ou organe exerçant une fonction analogue (Art. L. 821-40 C. com.)	Obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes titulaire sans condition de seuils	NON
Fondations universitaires	Art. R. 719-205 C. éduc.	Conseil d'administration de l'établissement qui abrite la fondation après avis du conseil de gestion de la fondation	Obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes titulaire et un suppléant sans condition de seuils Ceux-ci peuvent être également commissaire aux comptes de l'établissement	OUI
Fonds de capital investissement (FCI)	Art. L. 214-24-40 C. mon. et fin. sur renvoi de l'Art. L. 214-27.	Gérant, conseil d'administration ou directoire de la société de gestion, après accord de l'AMF	Obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes titulaire sans condition de seuils	NON
Fonds communs de placement (OPCVM)	Art. L. 214-8-6 C. mon. et fin. (voir également Art. L. 214-24-40 C. mon. et fin. pour les fonds d'investissement à vocation générale prenant la forme de FCP).	Gérant, conseil d'administration ou directoire de la société de gestion, après accord de l'AMF	Obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes titulaire sans condition de seuils	NON
Fonds de dotation	Art. 140 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie.	Conseil d'administration (Art. 3 du décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation)	Obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes titulaire quand le montant total de ses ressources dépasse 10 000 € en fin d'exercice	NON
Fonds d'épargne salariale	Art. L. 214-24-40 C. mon. et fin. sur renvoi de l'art. L. 214-163 C. mon. et fin.	Gérant, conseil d'administration ou directoire de la société de gestion, après accord de l'AMF	Obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes titulaire sans condition de seuils	NON
Fonds de fonds alternatifs	Art. L. 214-24-40 C. mon. et fin. sur renvoi de l'art. L. 214-139 C. mon. et fin.	Gérant, conseil d'administration ou directoire de la société de gestion, après accord de l'AMF	Obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes titulaire sans condition de seuils	NON

Entités	Textes applicables	Organes compétents (en cours de vie sociale)	Observations	Suppléant obligatoire même si le CAC titulaire est une société pluripersonnelle ¹
Gestionnaires de centres de santé	Art. L. 6323-1-4 CSP. Art. D. 6323-8-1 CSP.	Assemblée générale ordinaire ou organe exerçant une fonction analogue (Art. L. 821-40 C. com.)	Obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes titulaire lorsque le montant des recettes annuelles du gestionnaire dépasse 153 000 euros ¹⁵	NON
Groupements d'intérêt économique (GIE)	Art. L. 251-12 al. 3 C. com. Art. R. 251-1 C. com.	Associés à l'unanimité ou à la majorité fixée par les statuts	Obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes titulaire pour : - les GIE émettant des obligations, ou - les GIE ayant 100 salariés ou plus à la clôture de l'exercice ¹⁶	NON
Organismes de formation professionnelle	Art. L. 6352-8 C. trav. Art. R. 6352-19 C. trav.	Assemblée générale ordinaire ou organe exerçant une fonction analogue (Art. L. 821-40 C. com.)	Obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes titulaire et un suppléant quand franchissement de deux des trois seuils suivants ¹⁷ : - Bilan : 230 000€ - CA HT : 153 000€ - Effectif : 3 salariés	OUI

Entités	Textes applicables	Organes compétents (en cours de vie sociale)	Observations	Suppléant obligatoire même si le CAC titulaire est une société pluripersonnelle ¹
Syndicats professionnels d'employeurs, leurs unions et les associations d'employeurs voulant établir leur représentativité	Art. L. 2135-6 al. 1 C. trav.	Assemblée générale ordinaire ou organe exerçant une fonction analogue (Art. L. 821-40 C. com.)	Obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes titulaire sans condition de seuils	NON
Syndicats professionnels ou d'employeurs, leurs unions, associations de salariés ou d'employeurs	Art. L. 2135-6 al. 2 C. trav. Art. D. 2135-9 C. trav.	Assemblée générale ordinaire ou organe exerçant une fonction analogue (Art. L. 821-40 C. com.)	Obligation de nommer au moins un commissaire aux comptes titulaire quand les ressources sont supérieures à 230 000 € à la clôture d'un exercice ²⁶	NON

Seuils et définition

Seuils définissant l'intervention du commissaire aux comptes

Subventions

153 K€

Dons

153 K€

Anciens seuils de SARL et d'associations

3,1 M€ de recettes

1,55 M€ de bilan

50 salariés

Qu'est ce qu'une subvention ?

Qu'est ce qu'un don ?

Qu'est-ce que l'AGP ?

Subventions et seuils



Qu'est ce qu'une subvention?

- Définition législative issue de la loi « ESS »
- Conditions de fond et de forme
- Voir Guide d'usage de la subvention



Seuils pour le CAC

- Seuil des **153k€**
- **Prestations pour la CAF**
- **Prix de journée en médico social**
- **Contrat d'insertion**
- **Subventions de l'étranger...**



Précisions de la CEJ

Subventions VS Marché public

	Marché public	Subvention
Initiative	Personne publique	Association
Lien entre les parties	Obligatoirement contractuel	Unilatéral ou conventionnel
Définition des besoins et des tâches	Personne publique	Association
Rémunération	Prix ou avantage de nature onéreuse	Subvention générale ou affectée
Contrepartie	Directe pour la personne publique	Indirecte pour la personne publique (intérêt général)
Qualité du contractant avec la personne publique	Opérateur économique public ou privé	Pas opérateur économique

Subvention VS Délégation de service public

	Délégation service public	Subvention
Initiative	Personne publique	Association
Lien entre les parties	Obligatoirement contractuel	Unilatéral ou conventionnel
Activité exercée	Chargé de la gestion et de l'exploitation d'un service public préexistant	Concours à l'exécution d'un service public (pas de transfert de la gestion)
Rémunération	Substantiellement assurée par les résultats de l'exploitation	Subvention générale ou affectée
Concurrence	Opérateur économique sur un marché concurrentiel	Opérateur sur un secteur hors marché, hors champ des règles de la concurrence
Risque d'exploitation et financier	Assumé par le délégataire	Généralement sans risque financier pour l'association

Les « subventions » versées par une autorité administrative (1/2)

Définition d'une autorité administrative

- L'ordonnance du 28 juillet 2005 modifiant cet article L. 612-4 a inséré la notion d'« autorités administratives » définie à l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 2000 :
 - *« Sont considérées comme autorités administratives au sens de la présente loi, les administrations de l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics à caractère administratif, les organismes de sécurité sociale et les autres organismes chargés de la gestion d'un service public administratif ».*

Définition de la « subvention » versée par une autorité administrative

- L'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, modifiée par la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'ESS, comporte désormais une définition de la subvention versée par les **autorités administratives**.
 - Compte tenu de cette évolution législative sur les caractéristiques des contributions financières publiques entrant dans la catégorie des subventions, il n'apparaît plus possible de considérer que les prix de journée, les dotations globales de financement et les forfaits soins versés par une autorité administrative, au sens de l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 2000 au titre de la dépendance relèvent de la catégorie des subventions.

Les « subventions » versées par une autorité administrative (2/2)

- Ces contributions financières constituent des compléments de prix aux prestations servies aux bénéficiaires du système de santé par les associations gestionnaires des établissements de services social et médicosociaux. Il convient d'analyser au cas par cas la nature de chaque contribution financière publique au regard de cette définition légale de la subvention pour déterminer s'il y a lieu de nommer un commissaire aux comptes en application de l'article L. 612-4 du code de commerce.
- S'agissant de fonds publics, il serait prudent pour l'association bénéficiaire de désigner volontairement un commissaire aux comptes afin d'apporter une transparence financière aux comptes annuels joints au compte-rendu d'utilisation des fonds publics octroyés transmis au

Précisions de la CEJ

- Exemples de décisions de la CEJ:
 - *SUBVENTIONS - Caisses d'allocations familiales (CAF) Autorité administrative (oui) - Association gérant des crèches - Obligation de nommer un commissaire aux comptes (oui) - EJ 2006-174*
 - *SUBVENTION-AGEFIPH - Organisme chargé de la gestion d'un service public administratif (oui) - Autorité administrative (oui) - EJ 2008-20*

Dons manuels et seuils



Qu'est ce qu'un don?

- Don = particulier
- Mécénat = entreprise



Seuils pour le CAC

- 153.000 euros par an ouvrant droit, au bénéfice des donateurs, à un avantage fiscal



Précisions de la CEJ

- Dons ouvrant droit à déduction fiscale
- Dons et parrainage

AGP et seuils



Qu'est ce
que l'AGP ?

La définition est **désormais documentée**



Règle sur cercle restreint, sur la
démarche active, sur le formalisme



Seuils en
cas d'AGP

Seuil des **153k€**



Obligations
imposées par
l'AGP pour l'entité

Contrôles complémentaires par le CAC en cas d'AGP

Seuil « Organismes de formation »



Qu'est ce qu'un organisme de formation ?

Une association mais aussi toute structure privée proposant de la formation professionnelle, même petite (SARL, SASU, auto-entrepreneur transformé en société).



Seuils de CAC

153 000 € de chiffre d'affaires annuel (ce seuil provient de l'article L. 612-1 du Code de commerce, tel qu'appliqué aux organismes recevant des fonds publics ou mutualisés). Même si elle ne remplit pas les autres seuils classiques des CAC.



Points de vigilance

Ainsi une auto-école qui dépasse 153 K€ de CA et touche des fonds CPF doit nommer un CAC.

Seuil fonds de dotation

Nomination d'un CAC dans un fonds de dotation & défaut de désignation

- Selon la loi n° 2008-776 du 4 août 2008, un fonds de dotation doit nommer un commissaire aux comptes si ses ressources totales dépassent 10 000 euros à la fin de l'exercice.
- Le premier exercice certifié par le commissaire aux comptes est celui au cours duquel le seuil de 10 000 euros a été dépassé
- Défaut de désignation:
 - Mission complémentaire du CAC confiée porte sur les exercices antérieurs non prescrits (5 ans)
 - Révélation au procureur de la République (art L. 821-10 C. com.)
 - Pas l'obligation d'informer l'autorité administrative (préfet) de ce dysfonctionnement

Définition du seuil de 10 000€

- Les ressources à prendre en compte dans les fonds de dotation pour l'appréciation du seuil de 10 000 euros entraînant la nomination d'un commissaire aux comptes sont :
 - celles mentionnées à l'alinéa 4 de l'article 140 III de la loi du 4 août 2008 (revenus des dotations...),
 - les dons issus de l'appel à la générosité publique pour lesquels l'organe délibérant n'a pas décidé une affectation en dotation,
 - le cas échéant, la quote-part de la dotation consommable affectée au résultat.

Autres motifs de nomination d'un CAC (non exhaustifs)

Elle a une activité économique qui répond à 2 des 3 critères suivants : au moins 50 salariés, au moins 3 100 000 € hors taxe de chiffre d'affaires ou de ressources, au moins 1 550 000 € de total du bilan

Elle émet des obligations

Ses ressources financières dépassent 200 000 € et qui rémunèrent de 1 à 3 dirigeants

Elle est habilitée à accorder des prêts pour la création, le développement et la reprise de petites entreprises ou pour la réalisation de projets d'insertion par des personnes physiques

Elle collecte des fonds pour la participation des employeurs à l'effort de construction

Actualité sur les seuils et les nominations

Entités Gestionnaires de centres de santé

Les textes

- La loi n° 2023-378 du 19 mai 2023 a introduit l'article L. 6323-1-4 dans le code de la santé publique, instaurant l'obligation de certification des comptes pour les gestionnaires de centres de santé.
- Le décret n° 2024-568 du 20 juin 2024 a précisé que cette obligation s'applique aux gestionnaires dont les recettes annuelles dépassent 153 000 euros, conformément à l'article D. 612-5 du code de commerce.
 - Précisions de la CEJ sur l'appréciation du seuil de 153 K€ (EJ 2024-43)

➔ Obligation à compter des exercices clos en 2024
- Le décret n° 2025-416 vient affiner ces dispositions en précisant les entités concernées.

Précisions du dernier décret

Entités ayant un centre de santé exclues de cette obligation:

- une collectivité territoriale,
- un groupement de collectivités territoriales,
- un établissement public local,
- un groupement d'intérêt public (GIP),
- un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP)
- un établissement public de santé non soumis à la certification des comptes

Associations culturelles : ressources provenant de l'étranger

Périmètre

- Les associations dites « culturelles »:
 - Les associations « mixtes » (loi de 1907):
 - es associations dites « mixtes » loi 1907 sont les associations loi 1901 qui pratiquent l'exercice public du culte en parallèle d'autres activités, de manière non strictement accessoire et de manière non occasionnelle.
 - Les associations culturelles (lois de 1905 et 1901)
 - Une association culturelle a pour but d'assurer l'exercice public d'un culte religieux. Elle est soumise non seulement aux règles applicables aux associations (loi 1901), mais également à des dispositions spécifiques (notamment en matière de création, de modification, de déclaration de la qualité culturelle)

Les obligations de CAC

- Nomination CAC:
 - L'association reçoit moins de 153 000€ de subventions publiques (sauf subvention européenne) ;
 - L'association bénéficie de dons dont le montant annuel dépasse 153 000€ ouvrant droit aux donateurs à une réduction de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés ;
 - L'association a une activité économique qui répond à 2 des 3 critères suivants : au moins 50 salariés, au moins 3 100 000 € hors taxe de chiffre d'affaires ou de ressources, au moins 1 550 000 € de total du bilan ;
 - L'association a des ressources financières qui dépassent 200 000 € et qui rémunèrent de 1 à 3 dirigeants.
- Précisions CEJ 2024-53: Prise en compte des subventions provenant d'un Etat étranger pour le dépassement du seuil de 153 000 euros (non)

L'acceptation du mandat

L'acceptation



Documenter

- **L'acceptation d'un mandat doit être documentée**
- Un questionnaire mais aussi des échanges avec la direction voir le service comptable / l'expert-comptable
- Bien comprendre activité, sources de financement et fonctionnement général



Statuts

- Récupérer statuts à jour signés mais aussi **règlement intérieur**
- Qualité de RUP ou non?



Gouvernance

- **Connaître/rencontrer les dirigeants** est indispensable et évite bien des écueils, surtout en association : à minima le bureau et le directeur/la directrice
- Se renseigner sur le fonctionnement de la gouvernance avant d'accepter le mandat. Mais aussi sur les éventuelles difficultés (notamment de continuité d'exploitation et les liens avec les financeurs)



AG et fiscalité

- Récupérer les derniers PV d'AG est un bon moyen de s'assurer que le fonctionnement quotidien est fluide. Idem sur le dernier dépôt des comptes
- Analyse fiscalité avec les 4 P

Les suppléants



**TABLEAU DES PRINCIPAUX CAS DE NOMINATION OBLIGATOIRE
D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES
(Mission de contrôle légal des comptes)**

Entités	Textes applicables	Organes compétents (en cours de vie sociale)	Observations	Suppléant obligatoire même si le CAC titulaire est une société pluripersonnelle ¹
Associations culturelles^{2 3}	Art. 19-3 et 21 de la loi du 9 décembre 1905. Art. 6 du décret n° 2021-1844 du 27 décembre 2021.	Assemblée générale (Art. 19 de la loi du 9 décembre 1905)	Obligation de certification des comptes lorsque le montant total des avantages et ressources provenant de l'étranger dépasse le seuil de 50 000 euros ⁴	NON
Associations organisant l'exercice public d'un culte⁵	Art. 4-1 de la loi du 2 janvier 1907. Art. 4 du décret n° 2021-1789 du 23 décembre 2021.	Assemblée générale (3 ^{ème} alinéa de l'art. 19 de la loi du 9 décembre 1905 sur renvoi de l'art. 4 de la loi du 2 janvier 1907)	Obligation de certification des comptes lorsque : - Elles délivrent des documents tels que certificats, reçus, états, factures ou attestations permettant à un contribuable d'obtenir une réduction d'impôt en application des articles 200 et 238 bis du code général des impôts - Le montant des subventions publiques reçues annuellement dépasse 23 000 € - Le budget annuel dépasse 100 000 € ⁶	NON

La lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

Le secteur associatif ressort comme très fortement exposé au Financement du Terrorisme

Constats

- Les OBNL, notamment humanitaires, ressortent comme très fortement exposé au FT et comme simplement exposé aux trois infractions suivantes: - escroqueries et vols - corruption, atteinte à la probité - « Espèces » .
- En matière de risque d'utilisation des OBNL à des fins de FT, le rapport du GAFI note quelques défaillances, notamment une identification trop large du champ des entités vulnérables au FT, une incapacité à recenser le nombre précis d'associations dans chaque catégorie identifiée à risque, et un manque de sensibilisation du secteur.

Les évolutions législatives qui en découlent

- Le contrat d'engagement républicain
- Les dons reçus de l'étranger par les OBNL seront à déclarer sur un « état séparé des avantages et ressources » et en plus pour les associations culturelles, qui devront se déclarer en Préfecture tous les 5 ans, le préfet disposera d'une possibilité d'opposition en cas de menace pouvant affecter un intérêt fondamental de la société .
- Le préfet pourra s'opposer à l'ouverture d'une école privée pour prévenir une ingérence étrangère ou protéger les intérêts fondamentaux de la Nation
- Mise en place des de l'obligation des bénéficiaires effectifs
- Extension du droit d'opposition de Tracfin pour bloquer les opérations liées à une infraction potentielle

Ne pas oublier de documenter : le plan de mission doit mentionner les interrogations, la synthèse les points clés et ce qu'on a conclu, le questionnaire indiquera quel a été notre raisonnement

Autodiagnostic - Associations

Outil du CNOEC



Adaptable pour du CAC
dans son process
d'acceptation et de
maintien

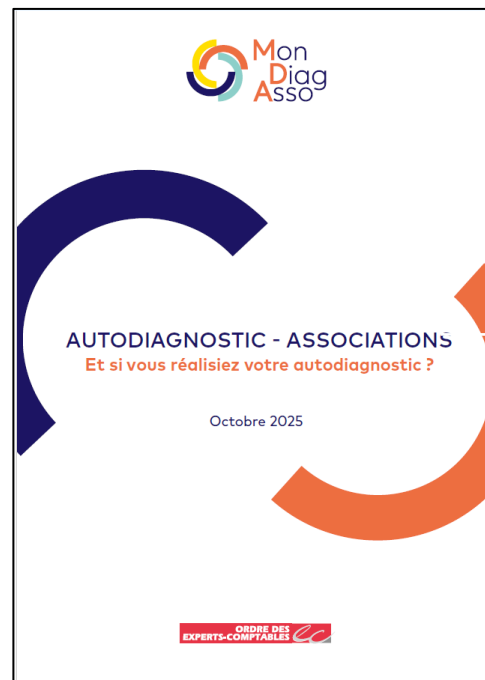


Mesure
de simplification



L'Ordre des experts-comptables vous propose de réaliser un autodiagnostic avec vos clients associatifs en répondant à 10 questionnaires :

- L'information financière
- La réglementation comptable
- La gouvernance
- Le budget
- La comptabilité de gestion
- Le recours au mécénat
- Le bénévolat
- Les relations avec les collectivités locales
- La fiscalité
- La TVA



L'image est cliquable et renvoie vers l'outil

Disponible gratuitement sur le site privé de
l'Ordre et Bibliordre

Bénéficiaires effectifs

Etape essentiel au cours du process de notre acceptation et de notre nomination

Périmètre: associations, fondations et fonds de dotation

Source légale: art. L561-46-I du CMF

Date d'application: à compter du 24/04/2024



« Toute personne exerçant en son sein des fonctions d'administrateur, des fonctions de surveillance ou des fonctions de direction est regardée comme bénéficiaire effectif »

- Précisions attendues du CEJ sur les « fonctions de direction »
- **Modalités de déclarations :**
 - Registre National des Fondations et fonds de dotation (opérationnel)
 - Registre National des Associations (RNA) pour les associations (ouverture courant 2026)
- **Sanctions: défaut de déclaration ou déclarations inexactes ou incomplètes = sanctions pénales (art. L.574-5 du CMF)**

Questions & réponses

Focus sur l'Actualité 2026



INSCRIPTION

Votre condensé d'actualité professionnelle revient !

Jeudi 19 février de 17h à 19h en webinaire

Inscriptions ouvertes sur :

<https://www.focus-sur-lactualite-crcc-paris.fr/>

Merci

Pour votre

Attention